

Lumière sur les années noires

par Cédric Perrin

La rapidité avec laquelle la démocratie s'est effondrée en 1940 reste un traumatisme collectif. Dès après que les armes se sont tues, Vichy a alimenté de multiples mythes dont certains sont encore entretenus dans l'espace public en dépit des faits établis par l'historiographie.

À propos de : Laurent Joly (dir.), *Vichy. Histoire d'une dictature 1940-1944*, Paris, Tallandier, 2025, 562 p., 26,50 €.

Après la guerre, le résistancialisme (le récit mémoriel d'une France unie derrière le général de Gaulle) et les ouvrages en réhabilitation des acteurs de Vichy ont marqué l'historiographie. Dans les deux tomes de son *Histoire de Vichy*, Robert Aron reprenait par exemple la thèse du glaive et du bouclier¹. En s'appuyant sur des archives allemandes, l'historien états-unien Robert Paxton a fait voler celle-ci en éclat en montrant au contraire le choix de la collaboration du régime de Vichy². Depuis, de nombreux travaux ont considérablement enrichi nos connaissances de la « France des années noires » mais aussi de ses mémoires et permis la publication de premières synthèses³.

¹ Robert Aron, *Histoire de Vichy*, Paris, Fayard, 1954. De Gaulle, le glaive, et Pétain, le bouclier, auraient l'un et l'autre défendu les intérêts de la France contre l'Allemagne nazie.

² Robert O. Paxton, *La France de Vichy 1940-1944*, Paris, Seuil, 1973 (Vichy France. Old Guard and New Order, 1940-1944, 1972 pour l'édition originale).

³ Par exemple, Jean-Pierre Azéma et François Bedarida (dir.), *La France des années noires*, Paris, Seuil, 1993 ; Henry Rousso, *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, 1987 ; Michèle Cointet, *Nouvelle histoire de Vichy (1940-1945)*, Paris, Fayard, 2011.

Laurent Joly, spécialiste reconnu de l'antisémitisme et du déroulement de la Shoah en France⁴, a pris l'initiative de rassembler une équipe d'une dizaine d'historiens et d'historiennes dans le but « d'amalgamer ce qui caractérise une dictature dans un contexte exceptionnel » (p. 10). L'originalité de l'ouvrage, qui lui confère une homogénéité notable pour une somme collective, est de s'appuyer au fil des chapitres sur des témoignages écrits pendant la guerre et encore peu exploités par l'historiographie⁵. S'il rappelle des faits connus (tout du moins des spécialistes), l'ouvrage brise quelques légendes tenaces et son entrée par la dictature renouvelle les approches du régime de Vichy en mettant en lumière, notamment, l'acharnement de Pierre Laval à faire tomber la III^e République, l'entêtement jusqu'au crime dans la collaboration ou encore en déplaçant le véritable point de bascule du régime de 1942 à l'été 1943.

Quand Laval manœuvre contre la République

Dans le premier chapitre, Laurent Joly fait le choix de passer rapidement sur les années 1930 pour concentrer son analyse sur « ce qui a rendu Vichy possible » (p. 22) en juin-juillet 1940. Il souligne que les appels à la dictature fleurissent dès 1934-1935. Contre le Front populaire, le parti social français (PSF) de François de la Rocque et sa défense du travail, de la famille et de la patrie s'imposent à des droites qui se radicalisent. L'influence du milieu ligueur des années 1930 aurait pu être aussi rappelée. Il faut avoir lu sa presse, par exemple la Revue internationale des sociétés secrètes (RISS)⁶, pour comprendre que l'antisémitisme de Vichy n'est ni circonstanciel, ni un produit d'importation mais solidement enraciné dans des délires conspirationnistes anciens. De plus, une partie de ces ligueurs furent ensuite recrutés par Vichy : Pierre Loyer à l'artisanat, ou Georges Ollivier au service antimaçonnique, par exemple.

Lors de la débâcle de 1940, Pétain, défaitiste et revanchard du Front populaire, est nommé président du Conseil après avoir menacé de démissionner du

⁴ *La rafle du Vel d'Hiv, Paris, juillet 1942*, Paris, Grasset, 2022 ; *Le savoir des victimes. Comment on a écrit l'histoire de Vichy et du génocide des juifs de 1945 à nos jours*, Paris, Grasset, 2025.

⁵ Les carnets et journaux de Marc Boegner, Maurice Garçon, Hélène Hoppenot, Paul Morand et Léon Werth.

⁶ Cf. E. Kreis, *Quis ut Deus ? Antijudéo-maçonnisme et occultisme en France sous la III^e République*, Paris, Les Belles Lettres, 2017.

gouvernement. Mais Laurent Joly insiste surtout sur le rôle de Pierre Laval dans ce moment de bascule vers la dictature. À Bordeaux puis à Vichy, où les institutions se sont réfugiées, Laval intrigue pour entrer au gouvernement (il devient vice-président au lendemain de l'armistice), pour empêcher la poursuite de la guerre au côté des Anglais, puis pour réviser la Constitution. Dans l'ambiance de peur et de résignation qui règne à Vichy, il compte ses soutiens, fait échouer les contre-projets, fait pression sur les indécis, intimide les récalcitrants. Le « coup d'État constitutionnel » (p. 82) se met en place : le 9 juillet les députés puis les sénateurs votent la résolution qui déclare qu'il y a lieu de réviser la Constitution ; le 10 les pleins pouvoirs sont votés sans discussion préalable ; le 11 et le 12 les quatre premiers actes constitutionnels sont signés par Pétain sans être d'abord approuvés par le parlement. Au cours de l'été, les derniers hommes de gauche puis les derniers parlementaires sont renvoyés du gouvernement.

Débarqué à son tour en décembre, Laval ne reste jamais loin de Vichy. Démarrant la légende d'Allemands qui auraient voulu son retour, Renaud Meltz montre au contraire que depuis le début de l'année 1942 Laval lui-même manœuvre pour l'imposer. Il l'obtient en avril avec des pouvoirs étendus et des ministres inféodés. N'ayant cure du programme réactionnaire de la Révolution nationale, qui passe au second plan, il annonce le 22 juin son souhait d'une victoire allemande et il s'enfonce dans la collaboration.

Le fil brun de la collaboration jusqu'au crime

Dans ses premiers mois, Vichy est encore, selon Anne-Sophie Anglaret, le « royaume du maréchal » (p. 96), et l'heure est à la Révolution nationale. Or, celle-ci ne peut réussir que si l'Allemagne triomphe. Michael Mayer décrit comment le gouvernement offre sa collaboration pour assurer la place de la France dans une Europe allemande et obtenir des concessions aux clauses d'un armistice très favorable à l'Allemagne. Hitler n'y prête véritablement attention qu'à deux occasions : en septembre 1940 après que l'armée française a résisté à l'offensive des Anglais et des Français libres sur Dakar, puis au printemps de l'année suivante, quand les bases françaises en Syrie présentent un intérêt stratégique dans la guerre au Moyen-Orient. Il espère alors entraîner la France dans la guerre contre le Royaume-Uni. Mais, Pétain n'y est pas prêt et les rencontres de Montoire en octobre 1940 ont surtout une valeur symbolique en officialisant la collaboration. L'absence de résultats tangibles décide

Pétain à renvoyer Laval le 13 décembre... tout en poursuivant la collaboration. Anglophobe, conseillé par Jacques Benoist-Méchin, que Bernard Costagliola qualifie de « nazi français » (p. 173), Darlan signe les protocoles de Paris (27-28 mai 1941) qui ouvre la voie d'une collaboration militaire, puis il pousse les négociations. Juillet 1941 marque le « sommet de la collaboration du gouvernement de Vichy avec l'axe » (p. 193). Mais, en juin, la France a perdu la Syrie, occupée par le Royaume-Uni et la France libre, et Hitler, désormais concentré sur l'opération Barbarossa contre l'URSS, se désintéresse des offres françaises et n'est pas disposé à faire des concessions.

Pourtant Vichy s'enferme dans ce « jeu perdant de la collaboration » (p. 243). Laurent Joly le montre tout d'abord au sujet de la participation à la Shoah, puis Raphaël Spina à propos du Service du travail obligatoire (STO). Alors que les revers militaires s'accumulent au printemps 1942, l'Allemagne veut accélérer la déportation des juifs qui devient une priorité. Toutefois, ses effectifs militaires, captés par la guerre à l'Est, sont au plus bas en France. Elle fait pression pour obtenir la collaboration de la police française aux arrestations. Laval et Bousquet, secrétaire général à la Police, cèdent. Pétain ne s'y oppose pas. Laurent Joly s'appuie ici sur son ouvrage de référence ainsi que sur les travaux d'Alexandre Doulut pour exposer la chronologie des rafles de l'été 1942 et relever leur singularité dans l'Europe occupée : elles sont le fait exclusivement d'agents français (p. 295)⁷. Vichy commet le « crime dans le crime » (p. 310) en livrant aussi des enfants français déportés séparément de leurs parents. Ces rafles choquent l'opinion, provoquent un scandale international et un malaise jusque dans l'administration de Vichy dont une partie redoute de s'être compromise à l'excès et déshonorée.

Pour contenir les ambitions de Sauckel, plénipotentiaire général chargé de réquisitionner la main d'œuvre dans l'Europe occupée, Laval propose au printemps 1942 la politique de la Relève dont le déséquilibre – un prisonnier libéré pour trois travailleurs envoyés en Allemagne – n'échappe pas à l'opinion. Avec la mise en place du STO qui lui succède en février 1943, Laval opte pour une collaboration jusqu'au bout afin de satisfaire les exigences allemandes. La France devient le troisième fournisseur de main d'œuvre de l'Allemagne nazie (après l'URSS et la Pologne). En mai, les conditions d'envoi sont durcies et le STO devient encore plus impopulaire. Mais l'été 1943 marque un point de bascule. Alors que les premières tranches du STO

⁷ Alexandre Doulut, *La déportation des Juifs de France. Changement d'échelle*, Paris, CNRS éditions, 2025.
L. Joly, *La rafle...*, op. cit.

avaient atteint leurs objectifs en dépit de protestations, l'obéissance s'effondre. Le STO mine le régime.

Sans être totalement oubliée, la collaboration économique n'est que rapidement évoquée, à l'exemple des accords Sperr-Bichelone (p. 393) qui en marquent l'apogée. Or, de son fait, les marchandises et les matières premières sont parties par wagons entiers vers l'Allemagne, en apportant une contribution importante à l'effort de guerre nazi et en aggravant les pénuries en France. Pendant l'occupation, les Français ont souffert de la faim et du froid et certains en sont morts, notamment dans les lieux de privation de liberté, comme les asiles psychiatriques dont Vichy s'est peu soucié. C'est aussi cela, la réalité triviale et crue d'une dictature qui a collaboré avec son occupant. De même, la politique dite d'aryanisation économique, soit le vol des entreprises réputées juives, est peu abordée. Vichy n'a pas sauvé des juifs, contrairement à ce que certains s'obstinent à soutenir à la sortie d'une messe en l'honneur de Philippe Pétain ou sur des plateaux de télévision : il les a spoliés, et ce sans distinguer entre Français et étrangers. Ce vol a fragilisé les victimes et constitue la première marche d'une « gradation macabre⁸ » des persécutions antisémites avant l'arrestation, la détention, la déportation et l'assassinat.

L'isolement et le durcissement

Progressivement, le régime s'isole et se raidit. Le remaniement ministériel du 11 août 1941 qui promeut les ministres les plus fascisants (Pucheu à l'Intérieur, Marion à l'Information...) puis le discours de Pétain du 13 août qui dénonce « les vents mauvais » lui donnent un élan autoritaire. Virginie Sansico montre comment l'offensive est lancée contre la franc-maçonnerie puis contre les communistes, entrés dans la lutte armée après Barbarossa, avec la création de la section spéciale auprès de la Cour d'appel de Paris, du tribunal d'État puis de polices auxiliaires directement rattachées au cabinet de Pucheu⁹.

Le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord de novembre 1942 est une catastrophe pour Vichy qui se retrouve, selon Eric Jennings, « seul au monde » (p.

8 Sébastien Durand, *La gradation macabre 1940 - 1944. L'aryanisation des « entreprises juives » girondines*, Bordeaux, Memoring éditions, 2016.

9 Ici la thèse de Jacques Duret aurait pu être mobilisée : *Vichy et la Justice*, Paris, Passés/Composés, 2025.

331). L'Empire est perdu. La zone « libre » est envahie par l'Allemagne. La marine s'est sabordée à Toulon. Les relations diplomatiques sont rompues avec les États-Unis, puis avec un nombre croissant d'États. Au Maghreb, les pétainistes finissent par s'aligner sur les Alliés mais sont désavoués par Pétain, ce qui contredit la légende entretenue après la guerre du double jeu. L'occupation de la zone sud entraîne des conséquences dramatiques aussi pour la population juive, désormais à la merci des opérations directes des nazis. Vichy ressemble de plus en plus à une fiction.

Enfin, 1944 s'ouvre sur un nouveau durcissement du régime avec l'entrée des miliciens Darnand et Henriot au gouvernement. Darnand, également impliqué dans la Légion des volontaires français (LVF) et engagé dans la Waffen-SS, est pleinement acquis aux nazis. La milice prend part aux opérations contre les maquis au côté des Allemands. À cet égard, Tal Bruttman souligne comment les anciens de la LVF déploient sur le sol français la violence débridée apprise sur le front de l'Est. Après le débarquement, ils multiplient les exactions et les meurtres, dont ceux de Jean Zay et Georges Mandel. À cette date Vichy n'est plus qu'une coquille vide, selon Bénédicte Vergez-Chaignon, à laquelle seul Pétain s'accroche. Les anciens ministres puis les miliciens se cachent, fuient en pays neutres ou atterrissent à Sigmaringen où Laval et Pétain préparent leurs défenses. En 1945, ils sont jugés et condamnés à mort. Le premier est exécuté, tout comme Darnand, le second voit sa peine commuée en perpétuité. Le « quasi-acquittement » (p. 446) de Bousquet est, avec le recul, difficile à comprendre. La Haute Cour n'a pas totalement soldé les comptes de Vichy, mais elle a laissé une masse considérable de documents qui a permis ensuite aux historiens d'accomplir leur travail.

Grâce à leur connaissance des archives et une solide maîtrise de leurs sujets, Laurent Joly et ses co-auteurs et co-autrices réussissent une excellente synthèse guidée par une ligne et une démarche claires, bien suivies par la quasi-totalité des contributeurs, et qui remet en tête qu'avec le régime de Vichy, le pays a déjà essayé l'extrême droite au pouvoir. Contre l'oubli et les falsificateurs de l'histoire, ils rappellent ce que fut cette expérience : une dictature.

Publié dans lavedesidees.fr, le 8 juillet 2026.